

BLOG POST

GUERRE COMMERCIALE : « L'EUROPE PEUT ENCORE PESER »

| 13/09/2019 | ELVIRE FABRY | EUROPE DANS LE MONDE

L'Union européenne, première puissance commerciale mondiale, doit pousser Washington et Pékin à revenir à la table du multilatéralisme, estime la politiste Elvire Fabry dans une tribune au « Monde ».

Tribune. Dans la guerre commerciale engagée par Donald Trump, les Européens ont une marge de manœuvre étroite. Depuis deux ans, ils avancent sur une ligne de crête entre Washington et Pékin. Le président américain fait de la réduction de son déficit commercial une affaire de sécurité nationale et se désengage des règles multilatérales. De son côté, la Chine, que Bruxelles qualifie désormais de « rival systémique », pratique des distorsions de concurrence en utilisant les trous de la raquette de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour subventionner, massivement s'il le faut, ses entreprises d'Etat. Pour l'Union européenne, il s'agit de contenir les assauts protectionnistes de Washington, mais plus encore d'empêcher un retour au Far West du commerce international.

L'Europe, première puissance commerciale mondiale, peut encore peser pour préserver la charpente des règles du commerce international et défendre une mondialisation à l'européenne avec davantage de régulation, au moment où l'on a le plus besoin de ce multilatéralisme pour gérer les nouveaux grands défis mondiaux (changement climatique, encadrement du numérique).

La Commission européenne a été ferme et rapide dans sa riposte aux offensives tarifaires américaines, évitant une surenchère protectionniste. Si, après l'acier et l'aluminium, Washington s'en prend aux importations de voitures, les Européens ont déjà préparé une nouvelle contre-mesure portant sur 35 milliards d'euros d'importations de biens américains et qui reste conforme aux règles de l'OMC. Ils sont prêts à engager une négociation bilatérale sur le secteur industriel, sans céder sur l'ouverture du marché agricole, que réclame Washington. Mais ces initiatives risquent de ne pas suffire pour éviter une crise ouverte du multilatéralisme.

Un affrontement durable

« LE TON VIENT D'ÊTRE DONNÉ PAR LA NOUVELLE PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, URSULA VON DER LEYEN : IL FAUT DOTER L'UE D'UN ARSENAL D'INSTRUMENTS PLUS OFFENSIFS »

La réponse de Pékin à la surenchère de Washington confirme sa capacité de résilience et annonce un affrontement durable. Le pas qui vient d'être franchi dans l'escalade américaine est un seuil. Jusqu'ici, les taxes sur les importations chinoises concernaient essentiellement les produits intermédiaires ou les pièces détachées. Le surcoût pouvait être absorbé par les entreprises sans être reporté sur le consommateur. Mais désormais, c'est l'ensemble des importations chinoises aux Etats-Unis qui est frappé à hauteur de près de 25 %, contre 3 % il y a deux ans. Avec un impact direct sur la consommation (vêtements, jouets...).

A son tour, par mesure de rétorsion, le droit de douane moyen appliqué par Pékin sur les importations américaines atteindra 26 % fin 2019, contre 8 % en janvier 2018, tandis qu'il a baissé à 7 % pour le reste du monde. Si, pour sa part, Pékin épargne un tiers des importations de biens américains pour préserver sa propre économie, le dommage est déjà mondial. Avec l'allongement des chaînes de production, les entreprises des pays tiers sont également atteintes par les hausses tarifaires. Face au ralentissement de l'économie mondiale provoqué par cette instabilité et au risque que ce combat de titans ne se solde que par de simples concessions bilatérales, les Européens n'ont d'autre choix que de se montrer plus déterminés.

Le ton vient d'être donné par la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen : il faut doter l'UE d'un arsenal d'instruments plus offensifs, en commençant par l'application des sanctions commerciales et la création d'un procureur commercial pour y veiller.

« IL FAUDRAIT QUE CES INITIATIVES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, QUI CIBLENT D'ABORD LA CHINE, SOIENT SOUTENUES PAR UNE PLUS FORTE COHÉSION DES ETATS MEMBRES DE L'UE À L'ÉGARD DE PÉKIN »

Renforcement des règles de l'OMC

Le renforcement des règles de l'OMC encadrant les subventions est un objectif décisif. La pression que l'UE peut exercer pour amener la Chine à prendre des engagements tangibles sur ce point contribuerait à amarrer les Etats-Unis à l'OMC. L'UE peut prendre des initiatives unilatérales, en adoptant l'instrument international sur les marchés publics qui garantit plus de réciprocité avec les pays tiers, et en faisant porter sur les entreprises étrangères la charge de la preuve du respect de l'accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Il faut aussi activer rapidement le mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers pour mieux identifier ces subventions. Mais il faudrait que ces initiatives de la Commission européenne, qui ciblent d'abord la Chine, soient soutenues par une plus forte cohésion des Etats membres de l'UE à l'égard de Pékin. Tant que chaque Etat membre privilégie la voie bilatérale avec Pékin, en succombant à l'attractivité de l'accès au marché chinois et en

pensant empocher des investissements que le projet de « nouvelle route de la soie » fait miroiter, les Européens ne pourront pas peser de tout leur poids dans cette guerre commerciale et utiliser le levier de l'attractivité du marché européen, a fortiori lorsque les marchés américains et chinois se referment.

Les chantiers sont nombreux. Parmi eux, il convient de promouvoir l'euro sur les marchés internationaux, y compris à travers les négociations commerciales, pour mieux contrer les pratiques américaines d'extraterritorialité. Il faut aussi bâtir des coalitions plurilatérales pour développer des règles commerciales internationales en matière de développement durable, à partir d'un train de mesures destinées à « verdir » le commerce européen. Une occasion, rare, de leadership européen à l'international.

*Elvire Fabry
chercheuse senior à l'Institut Jacques-Delors*